

ASSOCIATION OBJECTIF EMERGENCE 34

Siège social : 205 rue de l'Acropole 34000 MONTPELLIER

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2023



Page 1 sur 4

A l'assemblée générale de l'Association OBJECTIF EMERGENCE 34,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association OBJECTIF EMERGENCE 34 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Actif circulant – Etat des créances » de l'annexe des comptes annuels concernant la présence dans les comptes d'une créance glissante de 363 K€ sur le Conseil Général.

Nous attirons également votre attention sur le point exposé dans la note « Autres éléments significatifs » de l'annexe et relative à la situation nette négative.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Page 2 sur 4

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Direction.

Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 08 juillet 2024



Nicolas BAGNOLI
Cabinet Nicolas Bagnoli & Associés

Le Commissaire aux comptes

Bilan actif

	Brut	Amort.- Dépréc.	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	186 719	186 719		
Fonds commercial	536 932		536 932	536 932
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	442 859	284 237	158 622	153 426
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	16 688		16 688	0
Total Actif immobilisé	1 183 198	470 956	712 242	698 916
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Créances d'exploitation				
Créances usagers et comptes rattachés	1 752 119		1 752 119	2 073 514
Autres créances	923 747		923 747	778 162
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 016 842		1 016 842	233 185
Charges constatées d'avance	30 320		30 320	12 429
Total Actif circulant	3 723 027		3 723 027	3 097 289
Total Bilan Actif	4 906 225	470 956	4 435 269	3 796 205

Bilan passif

	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droits de reprises	140 000	140 000
Réserves	766 557	626 663
Report à nouveau	-652 919	-530 174
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	-412 394	-369 003
Résultat de l'exercice	-320 385	-26 242
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables	8 853	
Total Fonds associatifs	-470 288	-158 756
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	105 597	137 772
Provisions pour charges		
Total Provisions pour risques et charges	105 597	137 772
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	761 698	560 805
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	931 840	738 990
Dettes fiscales et sociales	2 842 171	2 511 599
Autres dettes	264 251	5 795
Total Dettes	4 799 960	3 817 188
Total Bilan Passif	4 435 269	3 796 205

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois
Produits d'exploitation		
Ventes de biens et de services	12 619 058	10 914 262
Ventes de biens		
Ventes de prestations services	12 619 058	10 914 262
Produits de tiers financeurs	2 563 350	1 916 079
Concours publics et subventions d'exploitation	2 563 350	1 916 079
Dons	890	1 030
Cotisations		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	270 322	281 266
Autres produits	2 599	261
Total des produits d'exploitation (I)	15 456 220	13 112 897
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises et matières premières		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	1 737 873	1 435 278
Impôts, taxes et versements assimilés	480 464	434 745
Salaires et traitements	11 046 196	9 228 469
Charges sociales	2 385 748	1 960 067
Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations	36 102	58 947
Dotations aux provisions	39 489	
Autres charges	61 037	11 703
Total des charges d'exploitation (II)	15 786 909	13 129 209
1.RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	-330 689	-16 311
Produits financiers		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	21 210	
Intérêts et produits financiers	342	312
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges financières	10 969	9 613
2.RESULTAT FINANCIER	10 583	-9 301
3.RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1+2)	-320 106	-25 612
Produits exceptionnels	220	0
Charges exceptionnelles	499	630
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL	-279	-630
Impôts sur les sociétés	0	0
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	0	0
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	0	0
Total des produits	15 477 993	13 113 209
Total des charges	15 798 378	13 139 452
EXCEDENT OU DEFICIT	-320 385	-26 242

Désignation de l'association : OBJECTIF EMERGENCE 34

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 4 435 269 Euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 320 385 Euro. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association Objectif Emergence est régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Cette Association a pour but de favoriser toute relation de proximité entre les publics en difficultés sociales ou économiques, par le biais d'actions spécifiques : mise en place de réseaux, création de services et toutes autres actions tendant à redonner une utilité sociale aux personnes en situation d'exclusion.

A ce titre, elle propose notamment des prestations de services à la personne auprès de personnes âgées et handicapées, notamment centrées sur l'entretien de la maison, la préparation des repas, l'assistance aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion des soins relevant d'actes médicaux, ainsi que toutes activités se rapportant directement ou indirectement à son objet.

L'association dispose de tous les moyens susceptibles de concourir à la réalisation de son objet, notamment en personnel qualifié, en formation, et des outils de gestion adaptés à son activité.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Situation nette négative :

La situation nette est négative en raison des pertes cumulées des exercices antérieurs.

CABINET NICOLAS BAGNOLI & ASSOCIES

Notes sur le bilan

Actif immobilisé**Tableau des immobilisations**

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	723 651			723 651
Immobilisations corporelles	401 561	41 298		442 859
Immobilisations financières	29 768	121	13 201	16 688
Total	1 154 980	41 419	13 201	1 183 198
Amortissements & provisions :				
Immobilisations incorporelles	186 719			186 719
Immobilisations corporelles	248 136	36 101		284 237
Immobilisations financières	21 210		21 210	0
Total	456 064	36 101	21 210	470 956
ACTIF NET	698 916			712 242

Immobilisations incorporelles**Fonds commercial**

	31/12/2023
Éléments achetés	536 932
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	536 932

Acquisition du Fonds de 60 K€ SARLU ESKL le 09/02/2021.

Notes sur le bilan

Actif circulant**Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 722 874 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	16 688		16 688
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 752 119	1 752 119	
Autres	923 747	923 747	
Charges constatées d'avance	30 320	30 320	
Total	2 722 874	2 706 186	16 688
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les créances clients, d'un montant de 1 752 K€, comprennent une créance glissante de 363 K€ sur le Conseil Général pour l'APA ; cette créance a été générée avant 2014, lors de la modification de la méthode de financement.

Produits à recevoir

	Montant
Organismes sociaux-produits à recev	19 132
Autres organismes-	
Dotation Avenant 43	483 836
Dotation ESMS Numérique	185 925
Ag2r Prévoyance	52 620
Total	741 513

Notes sur le bilan

Fonds propres**Tableau de variation des fonds propres**

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	140 000				140 000
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	626 663		139 894		766 557
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales	-530 174			122 745	-652 919
RAN des activités sociales	-369 003			43 391	-412 394
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	-26 242	26 242		320 385	-320 385
Exc.ou Déficit des activités sociales					
Situation nette	-158 756	26 242	139 894	486 521	-479 141
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement			8 853		8 853
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	-158 756	26 242	148 747	486 521	-470 288

le résultat sous contrôle de tiers financeurs s'élève pour l'exercice 2022 à la somme de - 396 509 € ; notre structure a proposé d'affecter ce déficit en réserves de compensation. L'affectation de ce résultat sera étudiée lors de la fixation du tarif horaire de l'année 2024

Notes sur le bilan

Provisions**Tableau des provisions**

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	137 772	39 489	71 664		105 597
Total	137 772	39 489	71 664		105 597
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		39 489	71 664		
Financières					
Exceptionnelles					

Les provisions pour risque d'un montant de 105 597 € correspondent à des litiges salariés .

Notes sur le bilan

Dettes**Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 4 799 960 Euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	761 698	180 524	581 174	0
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	931 840	931 840		
Dettes fiscales et sociales	2 842 171	2 842 171		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	264 251	264 251		
Produits constatés d'avance				
Total	4 799 960	4 218 786	581 174	0
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	300 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	99 107			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	730 390
Dettes provisio. pour congés payés	871 663
Charges sociales sur congés payés	197 753
Total	1 799 806

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation**Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	30 320		
Total	30 320		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers**Subventions d'exploitation****Concours publics et subventions**

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics			2 493 179			2 493 179
Subventions d'exploitation						
Subventions d'équilibre			8 853			8 853
Subventions d'investissement						
						2 502 032

Les concours publics correspondent aux dotations relatives à l'Avenant n° 43-2020 du 26 février 2020 relatif à la classification des emplois et au système de rémunération et à la dotation complémentaire Qualité visant à renforcer la qualité de service aux usagers et la capacité des services à réaliser leurs missions.

La subvention d'investissement correspond à une subvention attribuée dans le cadre du programme ESMS Numérique et de l'instruction technique pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS) numérique 2022.

Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79110000 - Transfert de charges-remboursement formation	141 926	
79120000 - Transfert de charges-aides salariales	56 732	
Total	198 658	

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

A défaut d'une évaluation actuarielle et compte tenu de l'âge des salariés et du fort turn-over, les sorties de trésorerie prévues pour les cinq prochaines années sont jugées non significatives.

CABINET NICOLAS BAGNOLI & ASSOCIES